

forcément se compter tôt ou tard. Et ce faisant,—en mettant de côté les annexions et les conquêtes contraires au sentiments des populations,—ils étaient parfaitement dans leur droit. Ils seraient plaisant, pour ne pas dire plus, de les accuser en cela d'orgueil. C'est le droit naturel de toute nation, grande ou petite, de régir ses propres destinées et de se débarrasser des ingérences étrangères. Sans doute, l'Allemagne comme il arrive souvent en pareil cas, a dépassé le but : elle a abusé de sa force et méconnu à son tour les droits d'autrui à l'existence. Ici nous nous trouvons en communion d'idée avec M. Lefavre, et comment pourrait-il en être autrement ? Nous sommes Alsacien. Protester contre l'annexion violente de notre chère province, proclamer solennellement sa fidélité et ses droits, être auprès du monde le porte-voix de sa conscience, sera toute notre vie le plus impérieux de nos devoirs. Il n'en reste pas moins vrai—il faut avoir le courage de le reconnaître—que c'est la France qui, par ses invasions continuelles en Allemagne, a fait naître le patriotisme germanique ; c'est elle qui, par ses insouciances, ses illusions et sa politique décousue, lui a permis de réaliser ses rêves ; c'est elle qui a été le fauteur, le vrai promoteur de la patrie allemande. Et quand nous disons la France, nous disons l'ancienne et la nouvelle. L'ancienne a fait la Prusse de Frédéric II sans laquelle celle de Blücher et de Bismarck eût été impossible ; la nouvelle a fait l'empire allemand. Et quand nous disons la France, nous disons toute la France, car si les libéraux français ont été aveugles, nous ne sachions pas que dans le camp opposé aucune voix prophétique se soit fait entendre. La seule voix retentissante qui ait signalé le danger longtemps d'avance, a été celle de Thiers, un fils de la révolution.

M. Lefavre s'apitoie sur le sort des petits princes allemands dépouillés brutalement par la Prusse. Oublierions-nous donc toujours notre propre histoire ? Pouvons-nous décemment reprocher aux autres des procédés que nos vieux rois ont appliqués avec une persistance remarquable, qui leur a permis d'élever l'imposant édifice de la France monarchique ? Ferons-nous semblant de croire que l'unité française s'est accomplie sans violences, sans spoliations, sans déchirements. Elle a été pour bien des droits aussi respectables que ceux des principicules allemands, pour bien des principautés et des seigneuries aussi antiques que celles de Reuss-Schleitz ou de Hildburghausen-Sonderhausen, le minotaure dévorateur qui engloutit tout et ne rend jamais rien. Sans remonter jusqu'à Louis VI le gros qui arrondissait son royaume à coups de lance ou même à Louis XI qui expédiait les gens

dans l'autre monde pour en hériter plus vite, les Lorrains du dix-septième siècle n'aimaient-ils pas leurs ducs, souverains paternels, s'il en fut jamais, et les Francs-Comtois ne fussent-ils pas restés volontiers Espagnols, l'Espagne, par politique, ne leur imposant que des charges très légères ? Nous nous contentons de ces deux exemples, ils suffisent. Ne fouillons pas trop les titres de possession d'autrui. C'est une analyse dangereuse qui pourrait se retourner contre nous. Si dans notre siècle tant décrié par ceux qui ont le moins à s'en plaindre, " la force prime le droit ", dans le bon vieux temps, la force créait le droit.

M. Lefavre est chrétien et nous l'en félicitons. Les vertus chrétiennes qu'il exalte particulièrement sont l'humilité, la résignation, l'esprit de sacrifice. Chrétien comme lui, nous défendrons contre lui une cause qu'il compromet en prétendant la servir. Il semblerait, en le lisant, que si les Allemands sont devenus la plus puissante nation du monde, s'ils sont triomphants, c'est parcequ'ils ne pratiquent plus les vertus chrétiennes, ce qui reviendrait à dire que plus on est chrétien, moins on est fort. Il n'en est pas ainsi heureusement. Ce n'est pas l'espoir d'être des dieux avec Hegel ou de se plonger dans le *Nirvanah* avec Schopenhauer, qui a soutenu le courage des Allemands. Malgré la supériorité du nombre et du matériel, l'excellence de leurs états-majors et de leur organisation, nous doutons qu'ils eussent triomphé de la France, si leurs forces morales n'avaient eu pour bases que le moi et le non-moi et les spéculations de l'humanisme. La vérité est qu'en dépit des universités, une grande partie de l'Allemagne est encore sincèrement chrétienne. Elle compte douze millions de catholiques, fidèles à leurs croyances, et à ce propos, nous nous rappelons un prêtre français des environs de Paris qui avait remarqué que la veille des jours fixés pour les attaques, les Bavares et les Rhénans se confessaient et communiaient en grand nombre. Dans la guerre moderne, même menée à la prussienne, une part bien petite est faite aux convoitises particulières du soldat. Il est difficile d'admettre que le régiment de quelque poble conquise sur l'ennemi ou la perspective de se procurer gratis une paire de bottes neuves, puisse induire même un Germain à risquer sa peau avec enthousiasme. Restent les pendules, il est vrai. Mais il n'y a guère que les officiers qui puissent emporter dans leurs bagages ces chronomètres fascinateurs. Il n'est plus permis au soldat, comme au temps jadis, que tant de gens font semblant de regretter, il ne lui est plus permis de piller, de violer, de tuer à son aise, du moins en masse. Bienheureux s'il rentre chez lui.